














CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Achat d'un cryostat à cycle fermé avec aimant supraconducteur

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Acquisition d'un cryostat à cycle fermé avec un aimant supraconducteur
	Type de contrat	Marché public ordinaire
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Critère environnemental	Avec
	Durée du contrat	De la notification au titulaire jusqu'au parfait achèvement des prestations demandées (période de garantie comprise)
	Délai de livraison	6 mois maximum
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Décomposition et forme du contrat	4
1.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	4
1.5 - Variantes	4
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
3.1 - Sous-traitance	5
3.2 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
3.3 - Protection des données à caractère personnel	5
3.4 - Réparation des dommages	7
ARTICLE 4 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	7
4.1 - Durée du contrat	7
4.2 - Délai de livraison	7
ARTICLE 5 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
5.2 - Modalités de variation des prix	8
ARTICLE 6 - GARANTIES FINANCIERES	8
ARTICLE 7 - AVANCE	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
7.2 - Garanties financières de l'avance	8
ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	8
8.1 - Acomptes et paiements	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement	9
8.3 - Délai de paiement	10
8.4 - Paiement des cotraitants	10
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 10 - DEVELOPPEMENT DURABLE	12
ARTICLE 11 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
11.1 - Vérifications	12
11.2 - Décision après vérification	12
ARTICLE 12- GARANTIE DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 13 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU CONTRAT	12
13.1 - Modifications mineures	13
13.2 - Modifications majeures	13
ARTICLE 14 - PENALITES	13
14.1 - Pénalités pour dépassement des délais d'exécution	14
14.2 - Pénalités pour retard dans la remise des documents exigés	14
14.3 - Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux	14
14.4 - Pénalités pour travail dissimulé	14
ARTICLE 15 - ASSURANCES	14
ARTICLE 16 - RESILIATION DU CONTRAT	15
16.1 - Conditions de résiliation	15
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	15
ARTICLE 17 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	15
ARTICLE 18 - DEROGATIONS	16

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'achat, la livraison et la mise en service (incluant la formation des utilisateurs) d'un cryostat avec un aimant supraconducteur fonctionnant en circuit fermé d'hélium au laboratoire Charles Coulomb (UMR5221) de Montpellier.

Cet équipement destiné à l'équipe « TEST » du L2C, spécialisée dans la physique des excitations térahertz (THz) et du transport électronique dans les semi-conducteurs, s'inscrit dans le cadre du projet QuET34 (financement CPER).

Les spécificités techniques attendues sont décrites dans le CCTP joint à la présente consultation.

Lieu(x) d'installation de l'équipement :

Laboratoire Charles Coulomb (L2C)

UMR 5221 – CNRS - UM

Place Eugène Bataillon – Bâtiment 13 – Rez-de-chaussée

34095 Montpellier Cedex 5

France

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition et forme du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ou en tranches.

Conformément à l'article L.2313-10, le présent marché n'est pas dévolu en lots séparés car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Le contrat est un marché ordinaire, traité à prix forfaitaire.

1.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La consultation ne prévoit pas la présentation et le chiffrage de prestations supplémentaires éventuelles.

1.5 - Variantes

La présentation d'une ou plusieurs variante(s) est interdite.

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes comprenant l'offre financière détaillée du candidat ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés public de fournitures courantes et de service (CCAG-FCS), dans sa version approuvée par l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022 apportant des précisions sur les modalités de règlement ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Autres pièces de référence :

L'ensemble des normes françaises et européennes et la réglementation en vigueur à la date de remise des offres.

Contradictions entre pièces écrites et plans :

En cas de contradiction entre deux documents du marché, ou lorsqu'une indication ne figure que sur certaines pièces du marché et sont omises sur d'autres, l'entrepreneur est tenu de signaler, s'il s'en rend compte, cette contradiction avant la signature de son marché.

NB : Seul l'acte d'engagement sera signé par les deux parties, contractualisant ainsi ses annexes et toutes les autres pièces contractuelles énumérées ci-dessus.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s)-tarif(s) du titulaire ou dans une documentation quelconque fournie par le candidat et contraire aux dispositions des autres pièces contractuelles, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 - Sous-traitance

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture (services ou travaux de pose ou d'installation).

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Elle est régie par les articles L2193-1 à L2193-14 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent (voir le document annexé à l'acte d'engagement de la présente consultation), ainsi que d'un dossier de présentation comportant les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques.

Le titulaire du marché peut également déclarer un sous-traitant en cours d'exécution du marché selon les modalités fixées ci-dessus.

3.2 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur communiquera au titulaire toutes les procédures d'accès aux locaux et aux installations nécessaires à la réalisation des prestations.

Le personnel du titulaire ainsi que ses sous-traitants éventuels se conformeront également à respecter les obligations d'hygiène, de sécurité et de confidentialité applicables dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

3.3 - Protection des données à caractère personnel

Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

3.4 - Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 4 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 - Durée du contrat

Le marché commence à s'exécuter à compter de sa date de notification au titulaire et s'exécute jusqu'au parfait achèvement des prestations demandées, période de garantie comprise.

4.2 - Délai de livraison

Le délai global de livraison, d'installation et de mise en service de l'équipement ne devra pas excéder **6 mois**.

Ce délai commence à courir le lendemain de la notification du bon de commande signé par le pouvoir adjudicateur, par tout moyen électronique (plateforme PLACE, courriel avec accusé de lecture,...) permettant de déterminer de façon certaine la date de réception par le titulaire du bon de commande.

Le délai sur lequel s'engage le candidat devra être précisé dans son offre et reporté à l'article 5 de l'Acte d'Engagement (à défaut, le candidat sera réputé s'en tenir au délai maximum imposé).

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'Acte d'Engagement.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire, ainsi que le conditionnement, l'emballage, le transport jusqu'au lieu de livraison, l'assurance.

Ils comprennent donc notamment :

- Les coûts des matières premières et des fournitures ;
- Les coûts induits par les tests et contrôles effectués ;
- Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- Les frais qui se rattachent au conditionnement, au stockage et à l'emballage ;
- Les droits et taxes de douanes éventuels liés à l'exportation et à l'importation ;
- Les éventuels frais et primes d'assurances pour couvrir les risques liés à l'exécution du marché (lors de la fabrication, du stockage, etc.) ;
- Les frais d'envoi des documentations techniques ;
- Les frais de manutention, de transport et d'envoi qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- Toutes autres dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations.

TVA : Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

ARTICLE 6 - GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 7 - AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-FCS.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, le taux minimal de l'avance est porté à 10% pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat (hors établissements publics de santé) et les collectivités territoriales, leurs établissements publics et les groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

8.1 - Acomptes et paiements

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

La remise d'une demande de paiement intervient après admission des prestations, sur présentation d'une facture.

Le règlement des factures se fera en fonction de l'échéancier ci-dessous :

- **Un acompte de 60%** du montant total du marché sera versé après la livraison de l'équipement au Laboratoire Charles Coulomb (L2C) de l'ensembles des fournitures (cryostat et aimant).
- **Le solde de 40%** du montant total du marché sera, quant à lui, versé après l'installation par le titulaire, la vérification des spécifications, la mise en service de l'équipement et la formation des utilisateurs.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors tva et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de tva légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la tva des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Les informations à faire figurer également dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720)
- Le code service exécutant mentionné sur le bon de commande de l'entité CNRS facturée (UMR5221)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (ex : 0710L00000)

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Vous retrouverez un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures au lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

A votre disposition également une plaquette d'information Chorus Pro au lien suivant : <https://www.dgdr.cnrs.fr/dcif/Facturation-electronique/default.htm>.

Seront déduites le cas échéant les pénalités prévues dans le présent CCAP.

8.3 - Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le Bénéficiaire ou à compter de la date d'admission définitive des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du Titulaire, signifiée par le Bénéficiaire concerné par courrier recommandé avec avis de réception postal ou par télécopie.

En cas de dépassement du délai de paiement, le pouvoir adjudicateur s'engage à verser au Titulaire des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Les livraisons doivent être effectuées aux heures d'ouverture et au lieu indiqué dans le bon de commande.

Les emballages et les modalités de transport font l'objet d'une attention particulière en matière de respect de l'environnement.

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage pour une livraison sur site, en France métropolitaine, dans les délais d'exécution prévus dans les pièces du marché.

Conditions de livraison :

Les livraisons sont effectuées sur site, sauf précision particulière portée sur la commande.

Le titulaire prendra contact avec le destinataire de la commande, tel qu'indiqué dans le bon de commande, afin de convenir avec lui d'une date et d'une heure précises de livraison. La livraison a lieu lorsque l'Université de Montpellier est ouverte au public, du lundi au vendredi entre 9h00 - 12h00, sauf autorisation expresse du destinataire de la commande.

- Bon de livraison

Par dérogation à l'article 21.2 du CCAG-FCS, les fournitures doivent être accompagnées d'un bon de livraison qui indique :

- la référence du marché ;
- les caractéristiques essentielles des produits ;

- les quantités livrées ;
- l'identification du titulaire du marché ;
- la date et la ou les adresse(s) de livraison ;
- la désignation du ou des destinataire(s) de la commande ;
- le nom et la qualité du ou des signataire(s) / valideur(s) du bon de commande ;
- le numéro du bon de commande de l'établissement ;
- la désignation des produits, les quantités commandées et quand il y a lieu la répartition par colis ;
- la référence commerciale des produits ;
- le prix déterminé dans les conditions fixées par le présent document.

- Etiquette d'identification des colis

Chaque colis porte une étiquette comportant les éléments suivants a minima :

- l'identité du titulaire ;
- le destinataire de la commande ;
- le numéro de bon de commande établissement.

- Bon de transport

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de transport comportant les éléments suivants :

- Identité de la personne qui réceptionne la ou les marchandise(s) ;
- Horodatage ;
- Réserves éventuelles émises.

Tous les frais et les risques relatifs au transport jusqu'au lieu de livraison dont les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ainsi que les assurances, les éventuelles taxes de douanes et les coûts de transitaires sont à la charge exclusive et de la responsabilité du titulaire du marché.

Au cas où un produit se révélerait défectueux ou inutilisable, le titulaire devra en assurer le remplacement sous 48 heures après mise en demeure écrite du CNRS.

Exécution aux frais et risques :

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du marché, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement, le CNRS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques du titulaire par un tiers s'applique également en cas de résiliation au tort du titulaire sous réserve de sa mention expresse dans la décision de résiliation par le CNRS.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques.

Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le CNRS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Modalités d'échanges en cours d'exécution :

Les échanges intervenants entre le CNRS et le titulaire en cours d'exécution du marché, ainsi que la transmission de documents tels que les ordres de service, le(s) bon(s) de commande ou encore les modifications (avenants notamment), pourront se faire par voie dématérialisée via le profil acheteur PLACE.

ARTICLE 10 - DEVELOPPEMENT DURABLE

Le marché comprend un critère et des sous-critères environnementaux comme critère d'attribution du marché.

ARTICLE 11 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article B. du CCTP, le cryostat sera pré-installé par l'équipe de recherche (déballage et vérification du matériel livré), et des premiers tests (tests de fuite) seront effectués sur l'équipement avant l'intervention du fabricant. L'installation, la vérification des spécifications et la mise en service seront réalisées par le titulaire du marché dans un délai de 2 mois maximum après la réception de l'équipement.

Le titulaire réalisera une mise en service comprenant la vérification de toutes les fonctions et des éléments de sécurité. Il devra également s'assurer, après la mise en service, que tous les éléments mentionnés dans la fiche technique sont réellement opérationnels sur site et que le matériel livré fonctionne correctement.

Le représentant du laboratoire effectuera avec le titulaire une série de tests et ne signera le PV d'admission qu'une fois ces tests réalisés.

À l'issue des tests, le titulaire établit un compte rendu de vérification d'aptitude.

Ce compte rendu fera clairement apparaître le descriptif des tests réalisés sur site et les valeurs des mesures obtenues.

Avec a minima :

- La délivrance d'une description technique détaillée de l'appareillage, incluant notamment les caractéristiques techniques du système, ainsi que les manuels d'utilisation ;

NB : La livraison ne vaut pas acceptation du bon fonctionnement du matériel concerné.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification définies à l'article 12.1 du présent CCAP et à l'article B du CCTP, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 12- GARANTIE DES PRESTATIONS

Les prestations feront l'objet d'une garantie minimum obligatoire de 1 an (pièces, main d'œuvre et frais de déplacement compris), à compter de la date de notification de la décision d'admission.

Tout vice de construction, fabrication, fonctionnement ou défaut de matières premières ainsi que les matériels informatiques et les mises à jour des logiciels sont également prise en compte dans cette garantie.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU CONTRAT

Toute modification affectant le titulaire du marché doit être portée impérativement à la connaissance du CNRS à l'adresse mail suivante : achatsdr13@dr13.cnrs.fr

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

13.1 - Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires ;
- Modification de l'adresse électronique utilisée pour communiquer. Cette information doit être transmise au pôle achats au moins un (1) mois avant la date de début d'utilisation demandée.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant. Elles doivent néanmoins être communiquées dans les plus brefs délais, afin d'être intégrées, le cas échéant, dans les outils de gestion du CNRS. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation du marché et la transmission d'un nouveau numéro de marché au titulaire du présent marché.

13.2 - Modifications majeures

Le titulaire doit informer le CNRS à l'adresse mail mentionnée ci-dessus de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Sont également considérées comme majeures toute autre modification affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter le marché.

ARTICLE 14 - PENALITES

Le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités en cas de non-respect des clauses du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 au CCAG-FCS, toutes les pénalités sont cumulables entre elles (dès lors qu'elles s'appliquent pour des motifs différents) et applicables sans mise en demeure préalable, par simple écrit adressé au titulaire, du seul fait de la constatation du non-respect des obligations prévues au présent marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des dites pénalités.

L'application des pénalités est sans préjudice de l'exercice par le CNRS de tout autre droit et action en responsabilité, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché.

14.1 - Pénalités pour dépassement des délais d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués à l'article 5 de l'Acte d'Engagement (AE).

Ils comprennent : la livraison, l'installation, la mise en service et la dispense de la formation aux utilisateurs.

La mauvaise exécution ou l'exécution partielle des prestations citées en objet équivalent à une non-exécution des prestations.

La mauvaise exécution, l'exécution partielle ou le retard dans l'exécution de ces prestations n'impliquant pas la résiliation du marché aux torts du titulaire, elles peuvent donner lieu à l'application de pénalités pour retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, la pénalité est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{400}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de livraison ou d'installation ou de mise en service ou de dispense de la formation prévue.

14.2 - Pénalités pour retard dans la remise des documents exigés

Le titulaire doit fournir à la livraison de l'équipement une description technique détaillée de l'appareillage, incluant notamment les caractéristiques techniques du système, ainsi que les manuels d'utilisation.

En cas de retard dans la transmission de ces documents, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 50 € HT par jour calendaire de retard.

14.3 - Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux

Si le titulaire ne respecte pas les engagements environnementaux pris au sein de son offre, il se verra appliquer une pénalité de 700 € par manquement constaté. Le montant total de ces pénalités est plafonné à 3 500,00 € HT.

14.4 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 15 - ASSURANCES

Avant la notification du marché public, le titulaire devra justifier être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour le CNRS des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoire et doit être maintenue pendant toute la durée du présent marché, elle couvrira entre autres :

- toute faute du titulaire ;
- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché les actes de malveillance, etc.

Sur demande du CNRS, une attestation de la police souscrite et des justificatifs de renouvellement de ladite police devront être fournis.

ARTICLE 16 - RESILIATION DU CONTRAT

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché de plein droit, sans préavis et sans aucune indemnité :

- dans le cas où elle constaterait une tromperie sur les matériels mis en œuvre par le titulaire ;
- dans le cas de prestations non effectuées alors que facturées ou mentionnées sur les fiches d'intervention.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 17 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les 2 parties seront soumises au Tribunal Administratif de Montpellier auquel les parties donnent attribution de compétence.

Tribunal Administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 Montpellier Cedex 2

Tél : 04 67 54 81 00

Télécopie : 04 67 54 74 10

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 18 - DEROGATIONS

Les parties conviennent que, dès lors qu'une dérogation au CCAG-Fournitures Courantes et Services est formulée de manière claire et non équivoque par un article du CCAP ou une autre pièce contractuelle, la circonstance que la dérogation elle-même ou l'article du CCAG-FCS auquel il est dérogé n'est pas mentionné par l'article dérogatoire et/ou récapitulé dans la présente liste ne saurait avoir pour effet d'écarter l'application de cette dérogation.

- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 21.2 du CCAG-FCS ;
- L'article 14 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS ;